



AVIS IMPORTANT

Les présentations qui suivent ont été préparées par les organismes publics qui participent à cet événement.

Certains projets pourraient devoir obtenir une autorisation du ministère de la Cybersécurité et du Numérique et/ou du Conseil du trésor, et ce, conformément aux dispositions de la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement* ainsi que des *Règles relatives à la planification et la gestion des ressources informationnelles*.



Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Vitrine technologique inversée

20 janvier 2022

Votre 
gouvernement

Québec 

Description générale de l'organisme

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Employeurs

255 000 employeurs assujettis
75 M\$ cotisations annuelles

36 000 employeurs assujettis

225 000 employeurs inscrits à la CNESST
3 000 M\$ cotisations annuelles

Normes du travail

Équité salariale

Santé et sécurité du travail

Travailleuses et travailleurs

2,1 millions de personnes salariées

800 correctifs demandés

4 millions couverts par la SST
107 000 lésions professionnelles
2 350 M\$ versés en indemnités de
remplacement de revenu

Survol du secteur de la cybersécurité et du numérique

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

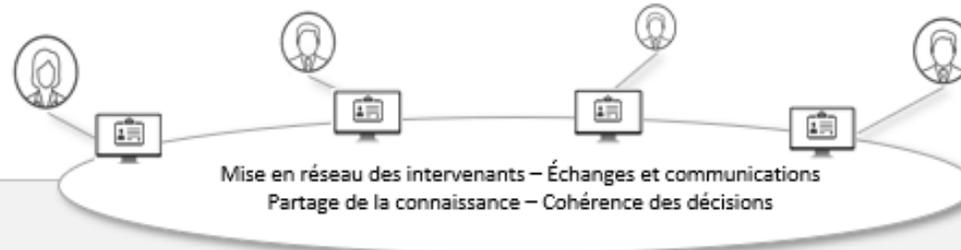


- 121 services en ligne de mission dont 88 sécurisés

Espace sécurisé EMPLOYEURS

Espace sécurisé TRAVAILLEURS

Services D'ÉCHANGES B2B



600 systèmes et applications
4 millions de lignes de code
9 700 ordinateurs 1 860 serveurs
27 000 composants d'infrastructure
800 logiciels et 2,5 pétaoctets de données
193 millions de transactions/an

SYSTÈMES DE MISSION

Navigateur de dossiers SST

- 3 800 utilisateurs (RÉPA, FIN, P/I, CRC)
- 5 millions d'images sauvegardées
- 1,4 million ententes de communication

Outil de suivi des interventions

- 2 500 utilisateurs
- 8,5 millions de documents
- 550 000 interventions
- 180 000 dossiers

Systèmes NT

- 350 utilisateurs
- 275 000 dossiers au système
- 40 000 demandes de services
- 5 900 recours juridiques

Systèmes ÉS

- 130 utilisateurs
- 170 000 demandes
- 52 000 dossiers au système

Dossier électronique client

- 2 500 utilisateurs
- 67 000 dossiers en ligne

Systèmes administratifs (RH, RM, RF)

CRC



Centre de relations clients

- 1,6 M appels/année

Principaux projets en cours et à venir

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

- Travaux informatiques découlant :
 - de la Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail (LMRSST)
 - de la réforme de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC)
- Décrets gouvernementaux
 - Consolidation des centres de traitement informatique
 - Services obligatoires
- Optimisation de l'admissibilité des réclamations en SST

Plus de 30 % de nos investissements sont consacrés aux projets en ressources informationnelles.

Survol des besoins à court terme

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Profil	Trimestres 2022				Total
	1	2	3	4	
Analyste d'affaires	✓		✓		9 000 j-p.
Chargé de projet			✓		7 500 j-p.
Conseiller en soutien à la gestion de projets		✓	✓		6 500 j-p.
Analyste en développement	✓			✓	9 500 j-p.
Analyste-programmeur	✓	✓		✓	5 500 j-p.
Conseiller en architecture organique	✓			✓	6 000 j-p.
Conseiller en architecture d'affaires				✓	4 000 j-p.
Gestionnaire de projet (sans gestion d'effectif professionnel)			✓		3 500 j-p.
Conseiller en architecture de processus				✓	3 000 j-p.
Conseiller à la gestion	✓	✓			2 800 j-p.
Conseiller en architecture d'intégration d'applications			✓		2 000 j-p.
Programmeur	✓			✓	5 500 j-p.
Conseiller en architecture fonctionnelle et de systèmes-applicatif	✓			✓	2 000 j-p.
Analyste en infrastructures technologiques	✓				1 000 j-p.
Conseiller en intelligence d'affaires (BI)		✓			500 j-p.
Technicien en infrastructures technologiques	✓				300 j-p.
Conseiller en architecture technologique	✓				200 j-p.
Technicien en télécommunication				✓	100 j-p.



Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Régie du bâtiment du Québec

Vitrine technologique inversée

20 janvier 2022

Votre 
gouvernement

Québec 

Description générale de l'organisme

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Régie du bâtiment du Québec



Mission et clientèle du MAMH

Soutenir, dans l'intérêt des citoyens, l'administration municipale, l'habitation, l'aménagement, le développement ainsi que l'occupation durable du territoire afin d'assurer une action publique cohérente et innovante en faveur de collectivités dynamiques et résilientes.

La clientèle du Ministère est formée principalement des municipalités locales, des municipalités régionales de comté (MRC), des communautés métropolitaines et d'autres organismes municipaux, ainsi que d'associations municipales, d'associations nationales du secteur de l'habitation et de citoyens.

Mission et clientèle de la RBQ

Dans un objectif de la protection du public, la RBQ contribue à la qualité et à la sécurité des bâtiments et des installations. Elle voit également à la qualification des entrepreneurs de construction et des constructeurs-propriétaires, de même qu'elle veille à leur probité.

Les clients sont les citoyens du Québec qui, à titre de consommateurs et d'utilisateurs, bénéficient de la réglementation et de la surveillance de la RBQ en matière de sécurité des personnes accédant aux bâtiments, aux équipements et aux installations sous son autorité. Ainsi, les clients représentent la clientèle indirecte, car elle ne formule pas de demande à la RBQ.

Les candidats et répondants désignés par les entrepreneurs et les constructeurs-propriétaires ainsi que les intervenants et partenaires représentent la clientèle directe, car ceux-ci font usage des services d'information et de soutien offerts à la RBQ.

Survol du secteur de la cybersécurité et du numérique

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Régie du bâtiment du Québec

	MAMH	RBQ
Envergure organisationnelle	Environ 600 employés	Environ 580 employés
Envergure des actifs informationnels	85 systèmes informatiques, dont 23 services numériques transactionnels	94 systèmes informatiques, dont 4 services numériques transactionnels
Impartition des services technologiques	Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (plan de service complet)	Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (plan de service complet)
Contexte technologique	<ul style="list-style-type: none">• Services en infonuagiques SaaS et PaaS;• Gestion de bases de données : PostgreSQL, Oracle, SQL Server et MySQL;• Modèles/Framework : ASP.NET Framework MVC 5, .Net Core, .Net Standard• Langage de développement : C#, HTML5, JavaScript, CSS3, SQL (T-SQL, PL-SQL), VB.Net, PowerShell.	<ul style="list-style-type: none">• Gestion de bases de données : SQL Server, Oracle (refonte à venir), MsAccess• Modèles/Framework : ASP.NET Framework MVC 4.6.2, .Net Core, Angular, Blazor• Langage de développement : VB.Net, C#, PowerShell, JavaScript, HTML, XML, YAML, JSON, SQL (PL-SQL, Form, Report, Portal), MS Access (VB)• Environnement développement : DevOps, TFS (Teams Fondation Serveur)• Progiciels : Siebel IP2021.4, Kofax 10.1• Serveurs : Microsoft Serveur, Linux

Principaux projets en cours et à venir

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation



Description du projet ou de la solution recherchée :

- **TRAVAUX D'ÉVOLUTION** : Les travaux d'évolution consistent à apporter les modifications et les ajouts requis aux systèmes par les collaborateurs des lignes d'affaires ou à effectuer une mise à jour de logiciel. L'évolution comprend aussi les modifications mineures requises pour assurer la performance, la fiabilité ou la sécurité d'une fonction ou d'un système existant ainsi qu'à réaliser des travaux destinés à corriger les mauvais fonctionnements (bogue ou anomalie) de ses unités de traitement.
- **TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT ET DE PROGRAMMATION** : Le développement d'un système implique l'analyse et la programmation requise pour assurer la réalisation de systèmes et l'intégration de progiciels sous la responsabilité du Ministère.
- **TRAVAUX D'ANALYSE FONCTIONNELLE** : Consiste à élaborer les spécifications relatives aux aspects des systèmes perceptibles aux utilisateurs. Les spécifications des unités de tâche, les cheminements de processus, les interfaces et les configurations utilisateur y sont analysés et documentés au niveau de détail requis.
- **TRAVAUX ORGANIQUES** : Les travaux organiques consistent principalement à voir au découpage des composantes organiques des solutions d'affaires de manière la plus optimale afin que la performance des systèmes respecte les critères de rendement déterminés par le MAMH.

Envergure : environ 6 600 jours-personnes.

Durée du contrat : 36 mois

Principaux projets en cours et à venir

Régie du bâtiment du Québec

Projet de transformation de la fonction enquête (PTFE)

Vise l'acquisition et l'implantation d'une solution logicielle intégrée en mode infonuagique « logiciel-service » (« Software as a Service « SaaS ») pour supporter la fonction enquête à la RBQ.

Objectifs et résultats attendus de la solution globale :

- Soutenir adéquatement les processus et les activités de la VPE : détection, renseignement, vérification et enquête selon les meilleures pratiques;
- Soutenir le virage numérique de la VPE et réaliser l'ensemble des activités de la VPE : création des dossiers à l'aide d'un guichet unique, gestion et suivi des dossiers, processus et activités de renseignement, de vérification, d'enquête, de gestion de la preuve, du suivi des témoignages en cour et des résultats devant les tribunaux;
- Permettre les échanges et la recherche d'informations avec des systèmes de mission de la RBQ et des informations provenant de partenaires afin de maintenir toutes les informations à jour;
- Cueillir et analyser les indices et autres informations d'enquête;
- Disposer d'une voûte électronique inaltérable pour les documents et la gestion de la preuve électronique;
- Gérer les communications et les correspondances écrites;
- Automatiser l'assignation des ressources aux activités de la VPE;
- Suivre l'avancement et le déroulement des enquêtes;
- Collecter les données et compiler les statistiques en vue de la production des indicateurs et des rapports de gestion afin de soutenir et réaliser la reddition de comptes.

Envergure : environ 3 600 jours-personnes en efforts internes et externes.

Échéancier : 15 mois, la mise en production est prévue un an après la signature du contrat.

Durée du contrat : De 5 à 10 ans.

Principaux projets en cours et à venir

Régie du bâtiment du Québec

Projet SSAI (solution en soutien)

Visé l'acquisition et l'implantation d'une solution logicielle intégrée en mode infonuagique « logiciel-service » (SaaS) comme système de soutien aux activités d'inspection à la RBQ.

Objectifs et résultats attendus de la solution globale :

- Soutenir adéquatement les processus et les activités d'inspection;
- Disposer d'une base de connaissances permettant une source règlementaire unique (loi, codes de construction, instruction d'inspection et procédures);
- Gérer les parcours d'inspection à l'image du site et des installations à inspecter (analyse du contexte des sites : domaines, données propres au site, appareils, installations et équipements);
- Améliorer la gestion des affectations des inspecteurs et des attributions des interventions incluant la gestion des compétences des inspecteurs;
- Soutenir le virage numérique et réaliser l'ensemble des activités d'inspection : création des dossiers, gestion et suivi des dossiers, enregistrement des conformités et des non-conformités;
- Permettre les échanges et la recherche d'informations avec des systèmes de mission de la RBQ et des informations provenant de partenaires afin de maintenir toutes les informations à jour;
- Gérer les communications et les correspondances écrites;
- Suivre l'avancement et le déroulement des inspections;
- Assurer une surveillance préventive des sites à inspecter (profils et critères de risque, présélection des sites et équipements à risque);
- Soutenir la facturation des interventions.

Principaux projets en cours et à venir

Régie du bâtiment du Québec

Projet Réingénierie et informatisation du processus de qualification professionnelle des répondants (RIPQUAR)

Vise l'acquisition et l'implantation d'une solution logicielle intégrée en mode infonuagique « logiciel-service » (SaaS) pour encadrer la réingénierie et l'informatisation du processus de qualification professionnelle des répondants à la RBQ.

Objectifs et résultats attendus de la solution globale :

- Améliorer le processus de gestion des examens de qualification des entrepreneurs;
 - L'élaboration des questions et la conception des examens;
 - L'administration des examens (incluant la passation);
 - La surveillance à distance des examens (souhaitable);
 - La correction des examens;
- Sécuriser l'ensemble du processus de qualification;
- Améliorer la qualité de l'évaluation des qualifications en continu.

Envergure : environ 3 400 jours-personnes en efforts internes et externes.

Échéancier : 31 mois, la mise en production est prévue 12 mois après la signature du contrat.

Durée du contrat : De 5 à 10 ans.

Principaux projets en cours et à venir

Régie du bâtiment du Québec

Au premier trimestre 2022-2023

MAMH

- Travaux d'évolution et de développement des systèmes du MAMH

Au premier ou au second trimestre 2022-2023

RBQ

- Projet de transformation de la fonction enquête (PTFE)
- Projet Réingénierie et informatisation du processus de qualification professionnelle des répondants (RIPQUAR)
- Système de soutien aux activités d'inspection (SSAI)



Retraite Québec

Vitrine technologique inversée

20 janvier 2022



Description générale de l'organisme

Retraite Québec

Retraite Québec, c'est plus de 2 000 employés qui administrent le Régime de rentes du Québec, les régimes de retraite du secteur public et l'Allocation famille. Elle assure l'encadrement des régimes complémentaires de retraite et des régimes volontaires d'épargne-retraite. De plus, elle fait la promotion de la planification financière de la retraite.

Par sa mission, Retraite Québec concourt à l'évolution du système de retraite et contribue à la sécurité financière des Québécoises et des Québécois.

Survol du secteur de la cybersécurité et du numérique

Retraite Québec

- La Vice-présidence aux technologies de l'information (VPTI), c'est plus de 500 ressources , dont 365 employés internes.
- Elle est responsable de l'entretien et de l'évolution de plus d'une centaine de systèmes.
- Elle accompagne l'organisation dans la mise en œuvre de projets dont le portefeuille est d'une valeur de 22 M\$.
- La valeur des actifs en technologies de l'information est d'environ 1 G\$.
- La programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles en 2022 est de 98,4 M\$.

Principaux projets en cours et à venir

Retraite Québec



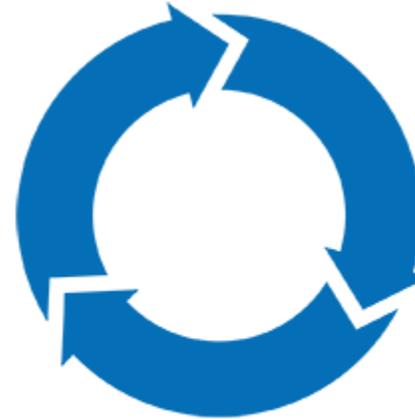
OBLIGATIONS
LÉGALES



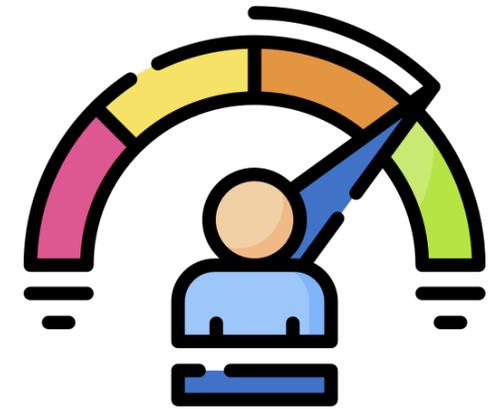
SÉCURITÉ DE
L'INFORMATION



EXPÉRIENCE
CLIENT ET
EMPLOYÉ



CONTINUITÉ



PERFORMANCE
ORGANISATIONNELLE

Survol des besoins à court terme

Retraite Québec

Obligations légales et technologiques

- Réalisation des projets et engagements gouvernementaux
- Évolution des systèmes de mission RRSP
- Remplacement du gestionnaire du flux de traitement

Survol des besoins à court terme

Retraite Québec

Expérience client et employé

- Formation bureautique
- Automatisation de services technologiques
- Développement de demandes en ligne

Performance organisationnelle

- Flux de travail automatisé
- Soutien en agilité
- Soutien en méthodologie
- Mise en œuvre d'une solution robotisée de processus
- Mandats d'innovation

Survol des besoins à court terme

Retraite Québec

Sécurité de l'information

- Sécurité informatique

Continuité

- Assistance aux utilisateurs et soutien technique en informatique
- Entretien et évolution pour le maintien en santé des actifs
- Implantation ITIL V4
- Évolution de la solution de billetterie/flux de travail

Survol des besoins à court terme

Retraite Québec

Retraite Québec estime que les profils de compétences suivants pourraient être utiles aux prestataires de services pour la réalisation des mandats qui feront l'objet d'éventuels contrats.

Obligations légales et technologiques

- Conseiller en architecture fonctionnelle et organique
- Programmeur et analyste-programmeur

Sécurité de l'information

- Conseiller en gouvernance et processus de sécurité
- Analyste en cybersécurité
- Architecte
- Développement de scripts – niveau technique
- Intégrateur

Continuité

- Spécialiste en processus ITIL V4
- Analyste organique
- Analyste programmeur
- Soutien technique

Performance organisationnelle

- Spécialiste en méthodologie
- Conseiller en approches agiles
- Intégrateur de solution robotisée de processus



Ministère de la Justice

Vitrine technologique inversée

20 janvier 2022

Votre 
gouvernement

Québec 

Description générale de l'organisme

Ministère de la Justice

Rôles du ministre de la Justice

- Procureur général du Québec
- Notaire général du Québec
- Registraire du Québec
- Jurisconsulte du lieutenant-gouverneur et membre jurisconsulte du Conseil exécutif du Québec

Le ministère de la Justice du Québec, c'est...

- 93 palais de justice et points de service
- 36 districts judiciaires
- Près de 4000 employés à travers le Québec
- 5 sous-ministériats
- 13 directions des affaires juridiques
- Plus de 500 avocats et notaires
- Près de 350 employés en technologies de l'information

Survol du secteur de la cybersécurité et du numérique

Ministère de la Justice

Journalisation 2.0

- Expertise en intelligence d'affaires pour développer des algorithmes de croisement de données afin de détecter hâtivement des *patterns* d'attaque

Plan de reprise informatique

- Expertise pour soutenir la révision des processus de reprise selon les exigences du Plan de continuité des affaires

Authentification Multifacteurs

Voûte de mots de passe

- Service professionnel forfaitaire pour l'implantation de la solution
- Acquisition d'une solution de gestion incluant du soutien

Contrôle de vulnérabilité

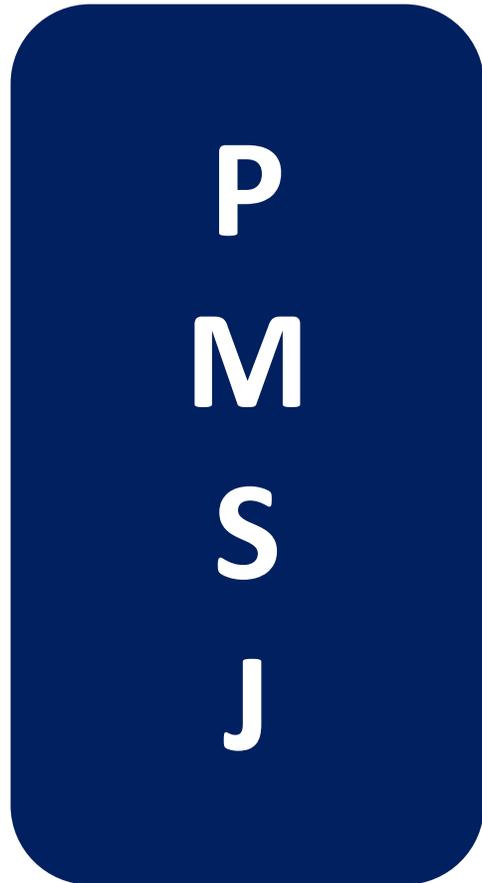
- Acquisition d'une solution d'analyse de vulnérabilité

Gestion des identités et des accès

- Appel d'offres forfaitaire pour soutenir l'optimisation des processus d'affaires au regard de la nouvelle solution informatique

Le Plan pour moderniser le système de justice

Ministère de la Justice



Axe **1** Instaurer des pratiques innovantes

Axe **2** Communiquer efficacement l'information entre les principaux intervenants

Axe **3** Mettre la justice à l'heure des nouvelles technologies

Programme Lexius

Vision globale

Ministère de la Justice

La mobilisation des partenaires pour une Justice innovante et efficiente au bénéfice des citoyens



Pour le citoyen

- Accéder à un **guichet unique d'informations juridiques**.
- **Consulter à distance un dossier judiciaire** et le plumitif.
- **Payer en ligne les droits** de greffe.
- **Modifier à distance** ses informations personnelles.
- **Remplir et transmettre diverses demandes en ligne**, comme des demandes de copie et de traduction.
- **Être informé de façon électronique** du traitement et suivi des demandes transmises aux services de justice.
- **Consulter les rôles en ligne**, mis à jour en temps réel.
- **Consulter électroniquement les documents faisant l'objet d'une signification** par affichage public, comme les constats d'infraction.
- **Prendre part à une audience entièrement numérique** en salle.
- Présenter et **déposer ses pièces** sur support technologique à l'audience, dans le cas où il se représente seul.
- **Échanger, par le biais de communications électroniques sécurisées**, avec les services judiciaires.

Pour la magistrature

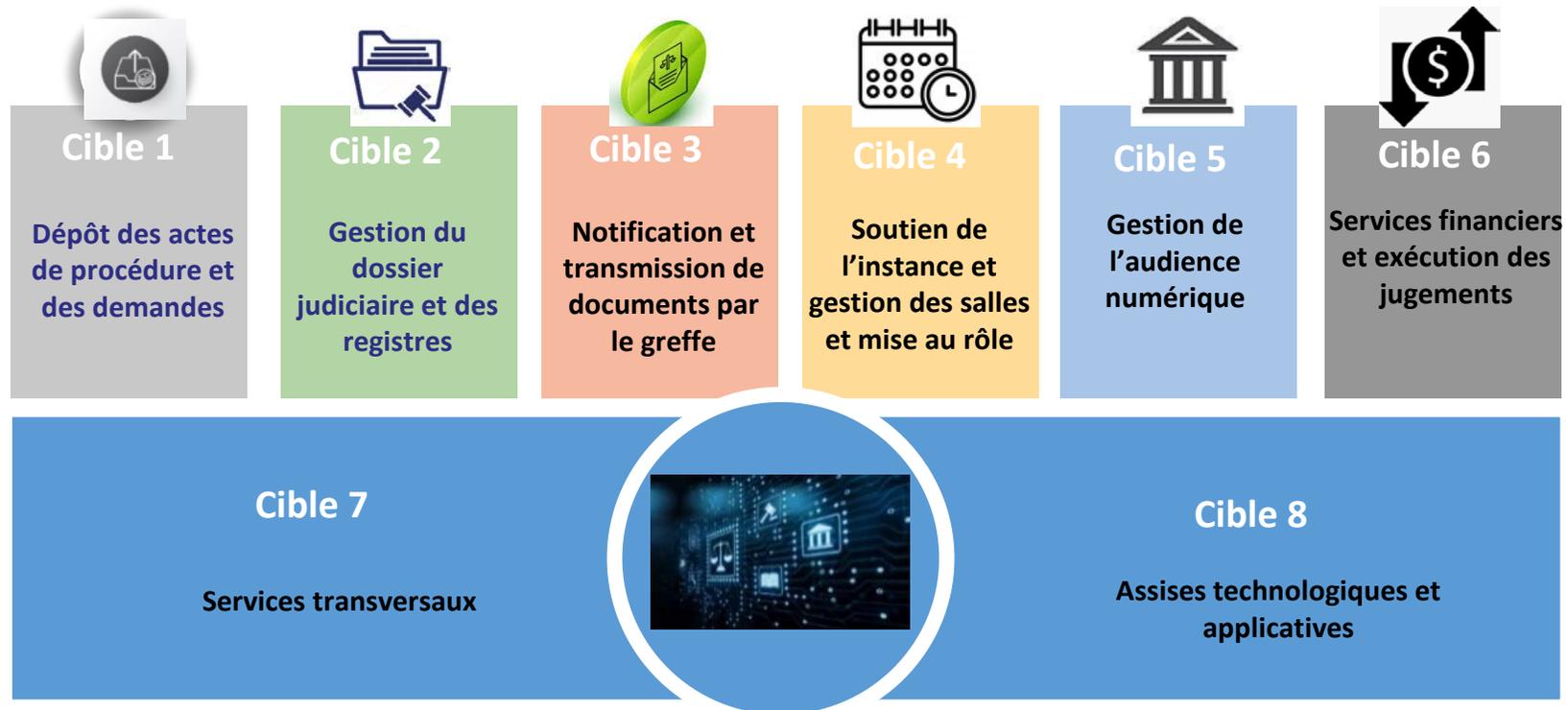
- **Consulter à distance un dossier judiciaire** et le **plumitif**.
- **Autoriser et signer, de façon électronique**, des actes de procédure, comme les mandats, les dénonciations et les télémandats.
- **Consulter les rôles en ligne**, mis à jour en temps réel.
- **Apporter des modifications aux propositions de rôles d'audience**.
- **Présider une audience complètement numérique** pouvant être à distance via la visioconférence.
- **Utiliser différents outils facilitant ainsi la prise de décision** lors d'un jugement.
- **Rédiger un jugement à partir de gabarits prédéfinis** et le transmettre par voie électronique.
- **Consulter des tableaux de bord de gestion** concernant le traitement et le suivi des dossiers judiciaires.

Pour le greffier

- Gérer un **dossier judiciaire dématérialisé**.
- Gérer les tâches à réaliser ou à assigner par le biais d'un **panier de tâches électronique**.
- **Modifier ou approuver une proposition de rôle d'audience** élaborée automatiquement en fonction des assignations et des disponibilités.
- **Prendre part à une audience entièrement numérique** en salle.
- **Compléter un procès-verbal informatisé** en salle d'audience.
- Bénéficier de la **génération automatique de différents documents** à la suite du traitement automatisé du procès-verbal.
- **Bénéficier de l'envoi électronique automatisé** de divers documents aux différents intervenants.
- **Consulter des tableaux de bord** portant, notamment sur la charge de travail ainsi que le traitement et le suivi des dossiers judiciaires.

Principaux projets en cours et à venir

Ministère de la Justice



Programme Lexius : Stratégie de réalisation TI

Ministère de la Justice



Survol des besoins à court terme

Ministère de la Justice

- Acquisition de numériseurs pour numérisation entrante et services professionnels en archivage numérique
- Services de numérisation massive des dossiers papier
- Solution de Portail d'entrée
- Équipements salle de cour (exemples : capteur et diffusion de preuves)
- Équipements bureautiques
- Services professionnels en technologies de l'information, affaires et charge de projet

Principaux profils

- Experts MS Dynamics, SharePoint et Office 365
- Analystes fonctionnels et développeurs
- Conseiller en architecture organique infonuagique
- Conseiller en architecture d'affaires
- Conseiller en analyse d'affaires

Processus d'acquisition fait par le ministère de la Justice, Infrastructure technologiques Québec ou le Centre d'acquisitions gouvernementales.



Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

Vitrine technologique inversée

20 janvier 2022

Votre 
gouvernement

Québec 

Description générale de l'organisme

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

Mission :

- Assurer la gestion et soutenir la mise en valeur des ressources énergétiques et minérales ainsi que du territoire du Québec, dans une perspective de développement durable.

Offre de services :

- Accorder des droits d'utilisation du territoire public;
- Délivrer des autorisations et permis;
- Accorder et gérer des droits de propriété et d'usage des ressources hydrauliques et énergétiques du domaine de l'État;
- Assurer la publicité foncière sur le territoire privé et public;
- Évaluer et promouvoir le potentiel minéral du Québec;
- Mettre à la disposition du public les outils, produits et services en ligne, tels que des cartes, des plans, des photographies aériennes et des banques de données;
- Concevoir et mettre en œuvre des mesures afin d'atteindre les objectifs gouvernementaux en matière de transition énergétique.

Description générale de l'organisme

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

Clientèle :

- Citoyens, municipalités, titulaires de droits, professionnels du domaine, promoteurs, équipementiers, entreprises, associations et chercheurs.

Nombre d'employés :

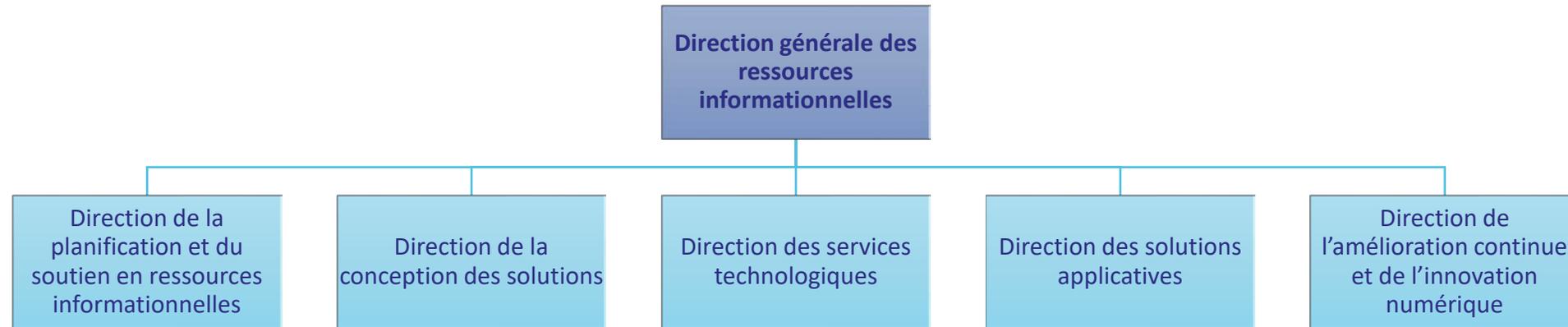
- 1 431 employés au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) au 31 mars 2021;
- 2 620 employés au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) au 31 mars 2021;
- Environ 260 employés internes en ressources informationnelles relevant du MERN.

Particularité :

- Le MERN dessert le MFFP en termes de ressources informationnelles.

Survol du secteur de la cybersécurité et du numérique

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles



La Direction générale des ressources informationnelles (DGRI) :

- Contribue à la réalisation de la mission du MERN et du MFFP en concevant, en développant, en mettant en place, en soutenant et en faisant évoluer les systèmes et infrastructures technologiques supportant les secteurs d'activités.
- Favorise et promeut une approche client mettant en avant l'utilisation des bonnes pratiques qui permettent l'optimisation des investissements informatiques, l'atteinte des objectifs de création de valeur et l'accroissement de la performance des processus.
- Accomplit ses mandats qui sont interreliés et complémentaires dans leurs champs d'activités, en synergie et en collaboration avec l'ensemble des directions en ressources informationnelles.

Principaux projets en cours et à venir

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

Projet présenté : Gestion intégrée des programmes de Transition énergétique Québec (GIPTEQ)

Secteur porteur : Le Secteur de l'innovation et de la transition énergétiques (SITE) est responsable de l'administration de plusieurs programmes d'aide financière en conversion, en innovation et en efficacité énergétiques destinés aux citoyens, aux entreprises, aux organismes et aux institutions.

Description et objectifs du projet :

- Concevoir une solution intégrée permettant de gérer l'ensemble des programmes d'aide financière au SITE incluant la mise en place d'un portail interne;
- Augmenter l'efficacité opérationnelle et la traçabilité de la prestation électronique de services (PES) par l'automatisation des demandes d'inscription et d'aide financière en mettant en place un portail client (citoyens et entreprises);
- Améliorer les délais de traitement imputables au processus d'approbation des demandes de paiement;
- Offrir une expérience client améliorée dans sa convivialité, sa performance et sa facilité d'utilisation;
- Uniformiser, simplifier et améliorer les processus.

Principaux projets en cours et à venir

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

Projet présenté : Gestion intégrée des programmes de Transition énergétique Québec (GIPTEQ)

Besoins d'affaires :

- **Efficiences** : Avoir une solution d'affaires unifiée permettant de gérer la réception, la validation, l'admissibilité et l'approbation des demandes d'inscription des participants aux programmes.
- **Automatisation** : Réduire les efforts, les coûts et la perte de temps occasionnés par le travail impliquant la saisie manuelle des données ainsi que des copies papier.
- **Sécurité** : Résorber les risques touchant la continuité des opérations, liés à la désuétude technologique et à la sécurité de l'information.
- **Optimisation** : Réviser et améliorer les processus de gestion des demandes d'inscription et d'aides financières.

Orientations :

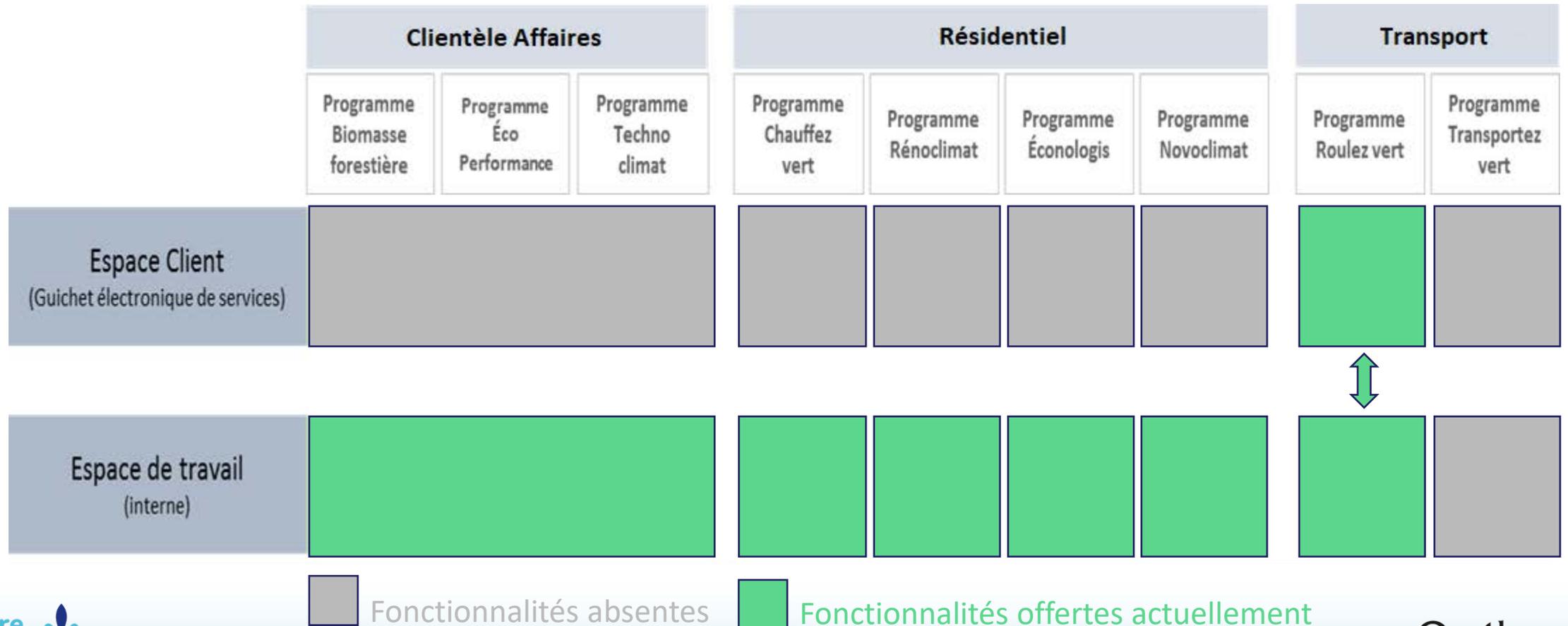
- Approche progicielle
- Solution infonuagique
- Évaluer le potentiel de mise en commun, de partage et de réutilisation au sein du MERN et du MFFP ainsi que du gouvernement du Québec :
 - Dossier client, paiements, etc.;
 - Service de notifications, sondages à la clientèle, authentification, etc.

Principaux projets en cours et à venir

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

Gestion intégrée des programmes de Transition énergétique Québec (GIPTEQ)

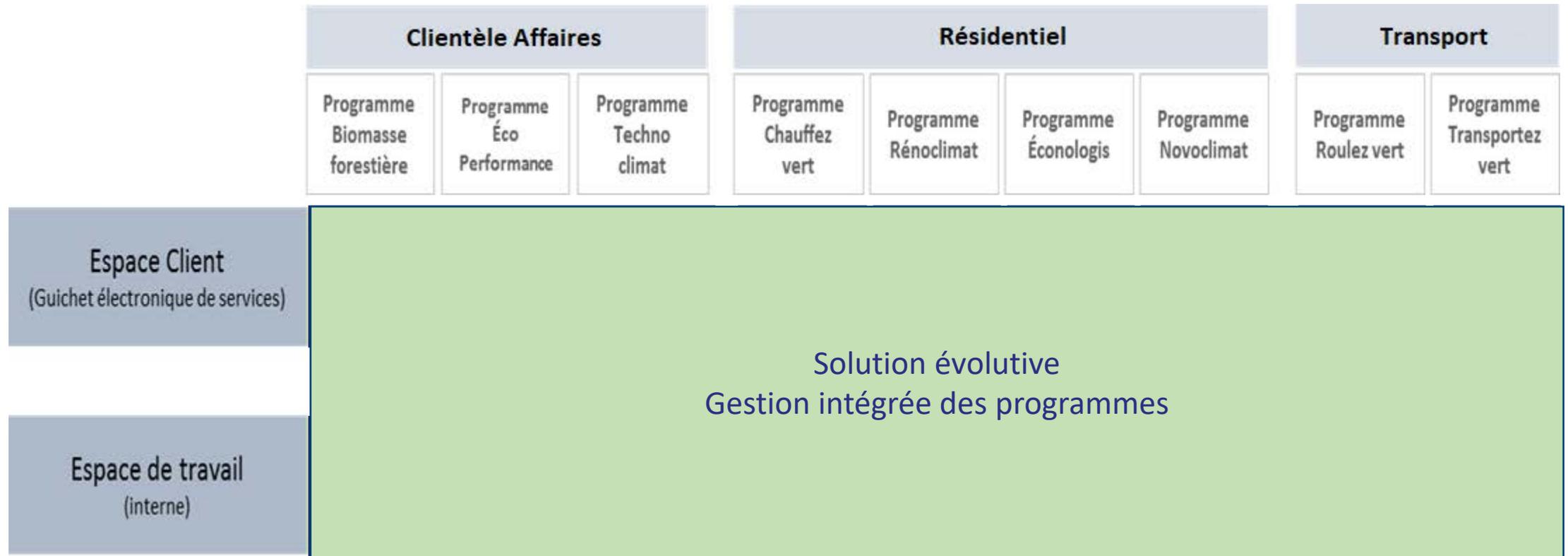
Situation actuelle :



Principaux projets en cours et à venir

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

Gestion intégrée des programmes de Transition énergétique Québec (GIPTEQ)
Situation visée - Mise en œuvre évolutive :

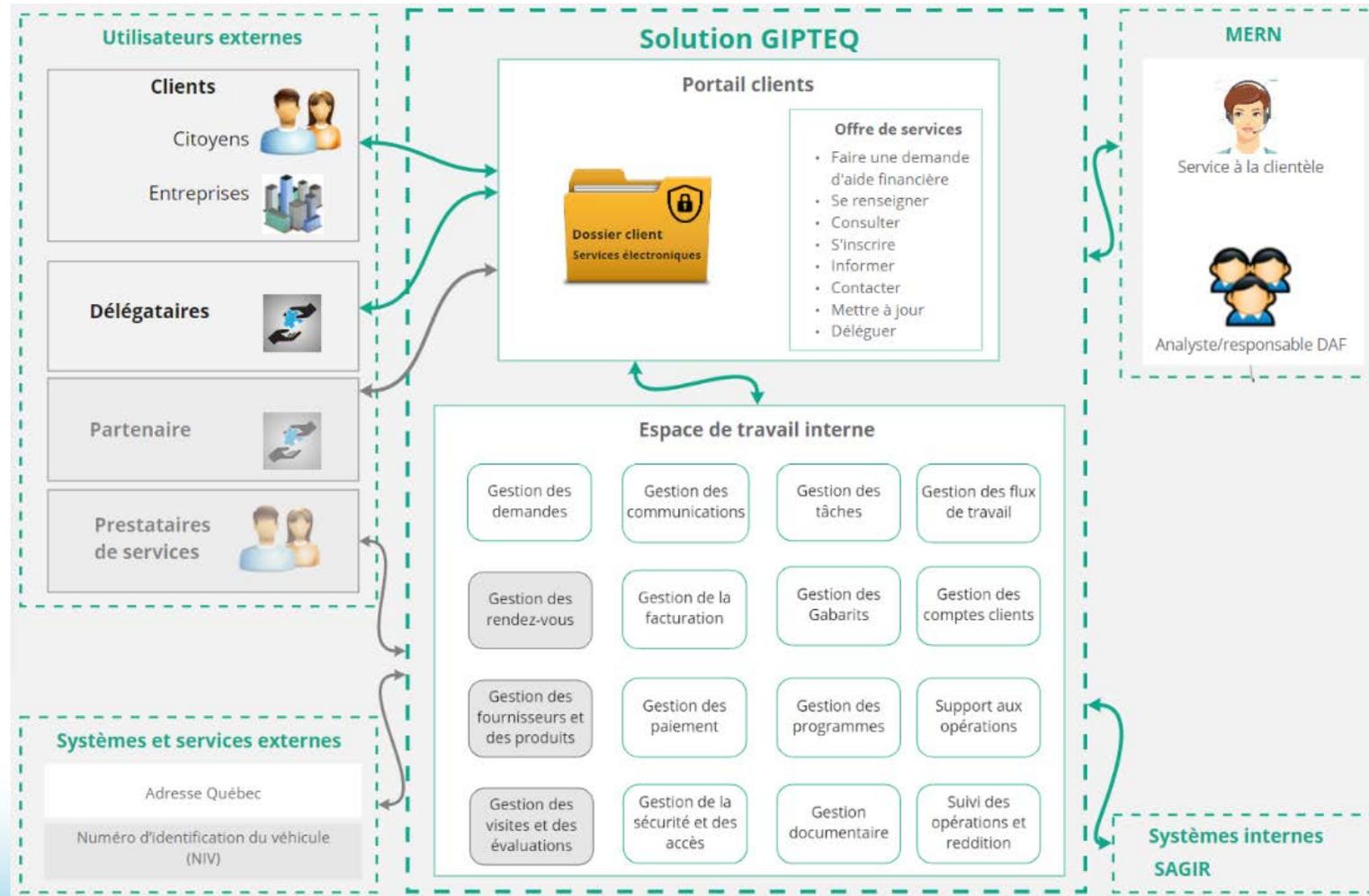


Principaux projets en cours et à venir

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

Gestion intégrée des programmes de Transition énergétique Québec (GIPTEQ)

Schéma – Mise en contexte de la solution :





Régie de l'assurance maladie du Québec

Vitrine technologique inversée

20 janvier 2022



Description générale de l'organisme

Régie de l'assurance maladie du Québec

Mission :

Par la saine gestion du régime **d'assurance maladie** et du régime public **d'assurance médicaments** ainsi que d'une **quarantaine de programmes d'aide** destinés aux citoyens, la RAMQ collabore à l'accès aux soins de santé. Elle **rémunère** également les professionnels de la santé afin que la population québécoise bénéficie des soins dont elle a besoin. La RAMQ rend accessible son **actif informationnel** au MSSS, aux chercheurs et aux différents acteurs du réseau.

En complément à sa mission, la RAMQ assure également le développement et l'opération de solutions confiées par le MSSS, dont : Rendez-vous santé Québec (RVSQ), le Guichet d'accès à un médecin de famille (GAMF) et le Dossier santé Québec (DSQ).

Chiffres clés au 31 mars 2021



1 675

Effectif incluant le nombre de personnes occupant un poste régulier ou occasionnel, à l'exclusion des étudiants et des stagiaires



12 620 M\$

Coût des programmes de la Régie
Le budget des dépenses de la Régie représente 25 % de celui de la santé et des services sociaux



8,2 millions

Personnes couvertes par le régime d'assurance maladie



3,7 millions

Personnes couvertes par le régime public d'assurance médicaments



57 422

Professionnels de la santé, autres dispensateurs de services et autres prescripteurs



320,5 millions

Demandes de paiement traitées pour les professionnels de la santé et les dispensateurs de services



1,4 million

Cartes d'assurance maladie délivrées



1 256 921

Demandes traitées relatives aux services pour les personnes couvertes par le régime d'assurance maladie

Survol du secteur de la cybersécurité et du numérique

Régie de l'assurance maladie du Québec

La RAMQ regroupe ses technologies de l'information au sein d'une vice-présidence qui y est dédiée (VPTI). Cette dernière :

- Est constituée d'environ 420 internes et 300 externes
- Supporte et développe un important patrimoine applicatif pour soutenir la mission (d'environ 150 applications de mission)
- Dispose d'un parc d'infrastructures complexe constitué d'une multitude de technologies
- Fournit plusieurs services directement aux citoyens sur une base 24/7 avec des périodes de pointe pouvant atteindre 150 transactions à la seconde
- Gère 2,5 PétaOctets de données
- Assure en temps réel les opérations et l'évolution du DSQ auprès des 85 000 professionnels de la santé

L'environnement technologique est constitué d'une grande variété de composantes

- De toutes natures (serveurs, stockage, sauvegarde, réseautique, coupe-feu, etc.)
- D'écosystèmes variés (Microsoft, Oracle, Java, SQL, Cisco, Fortinet, VMware, etc.)

Principaux projets en cours et à venir

Régie de l'assurance maladie du Québec

Transformation numérique

- Un portefeuille de projets visant un accès numérique aux principaux services pour les citoyens par le Carnet santé Québec (remplacement de la carte d'assurance maladie, inscription à l'assurance médicament, accès au programme *Mieux voir pour réussir*, demande aux différents programmes d'aide, etc.)
- Le passage à l'infonuagique et le transfert des charges du centre de traitement informatique
- La mise en place d'un nouvel engin de règles d'affaires pour supporter l'ensemble des opérations de la RAMQ

Désuétude

- Entretien et évolution des solutions applicatives actuelles
- Remplacement de plusieurs solutions en fin de vie
- Mise à niveau de nombreuses infrastructures

Travaux en lien avec le MSSS

- Intégration de la vaccination au Carnet santé Québec
- Élaboration d'un plan pour assurer la pérennité du DSQ
- Remplacement de l'outil de visualisation des images au DSQ

Survol des besoins à court terme

Régie de l'assurance maladie du Québec

AO en services professionnels	Publication	Commentaires
Travaux d'architectures des domaines	Hiver 2022	Services professionnels visant à réaliser les positionnements, analyses et architectures nécessaires à l'élaboration de solutions technologiques répondant aux besoins de la RAMQ selon les domaines d'IT tels que réseautiques, serveurs sécurité, infonuagique, etc.
Travaux en sécurité de l'information et architecture de sécurité Volet A – Sécurité de l'information Volet B – Architecture de sécurité	Hiver 2022	Regroupement des besoins VPTI pour des conseillers en sécurité de l'information (gouvernance, cadre normatif, avis de sécurité, gestion de risques de sécurité) ainsi que pour des besoins d'architecture de sécurité (volet technologique)
Travaux d'architectures d'entreprise et d'affaires	Hiver 2022	Regroupement des besoins VPTI pour des travaux en architecture d'entreprise ou pour la réalisation de dossier d'affaires
Travaux de gestion de projet, planification et contrôle de projets Volet A – Travaux en gestion de projets Volet B – Travaux en positionnement et alignement d'affaires Volet C – Travaux en planification et de contrôle de projets	Hiver 2022	Regroupement des besoins VPTI pour des travaux en gestion de projet, en planification et de contrôle de projets (PCO) et positionnement et alignement d'affaires (conseils stratégiques)

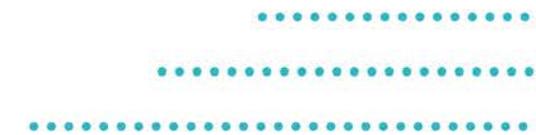
Survol des besoins à court terme

Régie de l'assurance maladie du Québec

AO en services professionnels	Publication	Commentaires
Travaux d'architecture des solutions applicatives et accompagnement en méthodologie agile	Hiver 2022	Services professionnels afin de concevoir, entretenir et faire évoluer les différentes applications du portefeuille applicatif, et ce, selon les diverses technologies de l'organisation (client/serveur, Central, Oracle, environnement informationnel, transactionnel externe) et pour poursuivre le virage en mode agile
Entretien et évolution des infrastructures technologiques Volet A – Environnement Windows Volet B – Coordination et infrastructures technologiques	Printemps 2022	Services professionnels pour réaliser les activités opérationnelles nécessaires afin de maintenir en santé les infrastructures technologiques et en assurer l'évolution
Travaux en architecture d'actifs et en architecture de processus et de prestation de services	Printemps 2022	Services professionnels pour concevoir, développer, mettre en place, opérer et faire évoluer les systèmes et les technologies de l'information supportant les choix d'affaires de la RAMQ en plus de celles qui lui sont confiées dans le cadre de la prise en charge TI du rôle élargi du DSQ
Assistance technique et maintenance des composantes du logiciel Genesys	Été 2022	Services de maintenance et d'assistance technique requis sur le logiciel Genesys

Survol des besoins à court terme

Régie de l'assurance maladie du Québec



AO – Approvisionnement	Publication	Commentaires
Remplacement de l'outil actuel de l'engin de règles d'affaires	Printemps 2022	Intégration et acquisition d'un outil de gestion des décision
Solution de visualisation des données du DSQ	Printemps 2022	Remplacement de la composante de visualisation d'imagerie médicale
Acquisition de coupe-feu et maintenance	Été 2022	Acquisition de coupe-feu de nouvelle génération



Ministère de la Sécurité publique

Vitrine technologique inversée

20 janvier 2022

Votre 
gouvernement

Québec 

Description générale de l'organisme

Ministère de la Sécurité publique

- Faire du milieu de vie du Québec un endroit sécuritaire, propice au développement social et économique de la société en intervenant, de concert avec ses partenaires dans différents secteurs, dont :
 - Les services correctionnels
 - La sécurité civile
 - La sécurité incendie
 - Les affaires policières
 - Expertise judiciaire et médico-légale
- 5 730 personnes au service des citoyens

Survol du secteur des ressources informationnelles

Ministère de la Sécurité publique

- Dirigeante de l'information : M^{me} Lise Girard
- Dépense et investissement en ressources informationnelles : 33 M\$
- Effectifs en ressources informationnelles : 175 (en augmentation)
- Bureautique : Windows 10 avec Office 365
- Applicatif : Java, Oracle, Microsoft

Principaux projets en cours et à venir*

Ministère de la Sécurité publique

- Programme HORIZON (Solution de soutien à la mission des services correctionnels)
- Refonte des systèmes de la RACJ
- Refonte des sites Web du ministère et des organismes
- Modifications du système de gestion des libérations conditionnelles en conformité avec PL72
- Optimisation du Service d'Aide aux Sinistrés
- Système de processus de déontologie policière
- Refonte du système de gestion des expertises judiciaires

Survol des besoins à court terme

Ministère de la Sécurité publique

Appels d'offres - Services professionnels de réalisation en soutien à la modernisation des TI et à la transformation numérique

Profils	Année 1	Année 2	Année 3	GRAND TOTAL
	j-p.	j-p.	j-p.	j-p.
Analyste Dynamics/PowerPlatform	880	880	880	2640
Analyste en assurance qualité	220	220	220	660
Analyste en intelligence d'affaires	440	440	440	1320
Analyste fonctionnel	660	660	660	1980
Analyste infra infonuagique	220	220	220	660
Analyste programmeur Access/VBA	440	440	330	1210
Analyste-Programmeur .NET	440	660	880	1980
Analyste-Programmeur Angular	1100	1100	1100	3300
Analyste-Programmeur Apex	220	440	440	1100
Analyste-Programmeur JAVA	1980	1980	1980	5940
Analyste-Programmeur spécialiste ETL	440	440	440	1320
Analyste-Programmeur SQL/PL-SQL	440	440	330	1210
Analyste soutien au Développement	440	440	440	1320
Coordonnateur TI	660	660	660	1980
Total*	8580	9020	9020	26620

*Envergure sujette à ajustement



Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Vitrine technologique inversée

20 janvier 2022

Description générale de l'organisme

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le MTESS contribue à la prospérité, à la richesse collective et au développement du Québec :

- en favorisant l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre;
- en favorisant l'atteinte de conditions de travail équitables et de relations du travail harmonieuses;
- en diffusant une information pertinente sur le travail dans tous les secteurs d'activité;
- en privilégiant l'inclusion économique et sociale des personnes les plus vulnérables;
- en soutenant l'action communautaire et bénévole;
- en simplifiant l'accès aux services gouvernementaux et aux registres de l'État.

De plus, il a pour **mission** d'offrir aux citoyens et aux entreprises, sur tout le territoire du Québec, un guichet multiservice afin de leur procurer un accès simplifié à des services publics.

Description générale de l'organisme

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

	Description
6 340	Effectif du Ministère incluant le réseau au 31 mars 2021
3 665	Effectif du réseau au 31 mars 2021
4,5 G\$	Dépenses du Ministère
2 685 329	Appels téléphoniques pris en charge dans les centres d'appel
122 339	Nouveaux participants et nouvelles participantes aux services publics d'emploi
17 343	Entreprises nouvellement aidées
269 914	Adultes prestataires de l'assistance sociale en moyenne mensuellement
206 340	Prestataires servis par le Régime québécois d'assurance parentale (en 2020)
334 959	Certificats et copies d'actes délivrés par le Directeur de l'état civil
973 689	Entreprises immatriculées auprès du Registraire des entreprises (au 31 mars 2021)
398	Interventions complétées par les services de médiation-conciliation du Ministère

Description générale de l'organisme

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Secteurs d'activités

- Centre de recouvrement
- Directeur de l'état civil
- Services Québec
- Emploi-Québec
- Régime québécois d'assurance parentale
- Registraire des entreprises
- Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
- Secrétariat du Travail
- Solidarité sociale
- Ainsi que : la bibliothèque gouvernementale, le catalogue CUBIQ, la gestion des droits d'auteurs, Légis Québec, Publication du Québec et la Gazette officielle du Québec

En tant que **Centre interministériel de services partagés** (CISP), effectuer la conception, le développement, le maintien et l'évolution des systèmes nécessaires à la réalisation de leur mission et à la performance de leurs unités administratives pour :

- Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP)
- Tribunal administratif du travail (TAT)
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH),
- Ministère de la Sécurité publique (MSP)
- Office de la sécurité économique des chasseurs cris (OSECC)

Survol du secteur de la cybersécurité et du numérique

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

- Deux plateformes de traitement hébergées au MCN
 - Ordinateur central
 - Plate-forme intermédiaire: environ 900 serveurs Unix, Windows, Linux
- Plus de 200 actifs informationnels (systèmes) diversifiés desservant neuf lignes d'affaires distinctes
- Près de 12 000 postes de travail, physiques et virtuels, Windows / Office
- Environ 200 sites répartis à travers le Québec et desservis par le réseau de télécommunication gouvernemental
- 3 grandes familles de produits supportant les développements applicatifs (IBM, Oracle, Microsoft) et plus de 120 logiciels spécialisés
- Utilisation limitée de l'infonuagique à quelques solutions SaaS sectorielles

Survol du secteur de la cybersécurité et du numérique

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Sous-ministériat adjoint
Services à la gestion et aux ressources
informationnelles (SSGRI)

Direction du bureau de projets

Direction générale des ressources
informationnelles (DGRI)

- Architecture d'entreprise
- Gouvernance en sécurité
- Études préliminaires RI
- Conception des solutions d'affaires
- Réalisation des projets RI
- Entretien et évolution des solutions RI

Direction générale des ressources
technologiques, documentaires
et immobilières (DGRTDI)

- Centre opérationnel de cyberdéfense
- Télécommunication et gouvernance des infrastructures technologiques
- Gestion immobilière
- Bibliothèques gouvernementales
- Communication administrative et gestion documentaire

Autres directions du SSGRI

- Ressources humaines
- Ressources financières et contractuelles
- Centre de recouvrement

Principaux défis

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

- Mise en place des requis pour réussir la transformation numérique des services du MTESS
 - Élaboration d'une architecture du numérique
 - Appropriation infonuagique, DevSecOps, approches agiles, mécanismes de valorisation et d'échange des données
 - Développement des compétences du personnel en lien avec les ambitions numériques
- Partenaire de la transformation numérique des Affaires
 - Refonte complète de la plate-forme permettant de gérer les registres de l'état
 - Définition de la vision de transformation numérique d'autres lignes d'affaires, notamment
 - Zone citoyenne (Services Québec)
 - Vision emploi
 - Les services en lien avec la solidarité sociale
- Partenaire de la transformation numérique gouvernementale
- Maintien de l'existant tout en opérant la transformation numérique

Principaux projets en cours et à venir

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale



1. Plateforme de gestion des registres de l'état
2. Guichet gouvernemental unifié d'accès aux services de francisation à temps complet
3. Solution de gestion des apprentissages
4. Expertise-conseil – éléments requis pour soutenir la transformation numérique

Ces besoins s'ajoutent aux contrats habituels octroyés par le Ministère.

1. Plate-forme de gestion des registres de l'état

OBJECTIF DU DOSSIER

Doter le Ministère d'une plate-forme permettant la gestion automatisée des registres de l'État et facilitant l'intégration des registres futurs.

PORTÉE DU DOSSIER

- Mise en place et configuration standardisée de la plateforme
- Intégration de trois registres existants
- Arrimage avec les fondations gouvernementales (SQIN, plateforme API, etc.)

SERVICES RECHERCHÉS

- Fourniture de la plate-forme de gestion des registres
 - Solutions infonuagiques souhaitées mais contraintes à considérer
- Intégrateur partenaire possédant l'expertise nécessaire pour configurer la plate-forme sélectionnée et y intégrer les trois premiers registres
 - Potentiellement forfaitaire

ENVERGURE

Environ 4 ans

DATE PRÉVUE DE PUBLICATION

Printemps 2022

2. Guichet gouvernemental unifié d'accès aux services de francisation à temps complet

OBJECTIF DU DOSSIER

Centraliser, standardiser et faciliter l'accès à l'ensemble des services de francisation dans le but de mieux accueillir les personnes immigrantes dans leurs démarches d'intégration et d'apprentissage du français

PORTÉE DU DOSSIER

- Collaboration avec le MIFI et le MEQ
- Développement sur mesure

SERVICES RECHERCHÉS

- Travaux d'analyse et de développement
 - l'analyse et la conception,
 - l'architecture fonctionnelle et organique détaillée,
 - la modification d'unités de traitement existantes,
 - la création de nouvelles unités de traitement,
 - la réalisation d'essais,
 - l'implantation de la solution et le soutien post-implantation
- Un volet forfaitaire et un volet optionnel

ENVERGURE

Environ 2 ans

DATE PRÉVUE DE PUBLICATION

Printemps 2021

3. Solution de gestion des apprentissages

OBJECTIF DU DOSSIER

Doter le Ministère d'une solution permettant d'assurer la continuité de son offre de services en matière d'apprentissages

PORTÉE DU DOSSIER

- Améliorer, bonifier et intégrer tous les processus de gestion des apprentissages dans la nouvelle solution
- Récupérer les données existantes et les importer dans la nouvelle solution
- Fournir une information de gestion complète

SERVICES RECHERCHÉS

- Fourniture d'une solution infonuagique de gestion des apprentissages pour les 5 prochaines années
- Configuration de la solution pour répondre aux besoins du Ministère
- Soutien à l'intégration des processus et des règles d'affaires, à l'importation des données existantes et à la production d'indicateurs de gestion

ENVERGURE

Durée du contrat: 5 ans

DATE PRÉVUE DE PUBLICATION

Février 2022

4. Expertise-conseil – éléments requis pour soutenir la transformation numérique

OBJECTIF DU DOSSIER

Accompagner l'équipe RI dans l'appropriation et la mise en place des éléments requis pour supporter la transformation numérique du Ministère.

PORTÉE DU DOSSIER

- Fondations technologiques dont
 - Infonuagique
 - Exploitation des informations
 - Intelligence artificielle
 - Mobilité de la donnée
- Fondations méthodologiques dont
 - Principes d'agilité
 - Développement moderne
- Montée en compétence des ressources internes

SERVICES RECHERCHÉS

- Divers appels d'offres à venir au cours des prochaines années. Précisions à venir
- Profils recherchés dépendant du besoin: du conseiller stratégique à l'expert technique apte à réaliser un banc d'essai
- Nature des travaux variables: de l'analyse exploratoire à l'implantation concrète de composants technologiques

ENVERGURE

Variable en fonction du besoin

DATE PRÉVUE DE PUBLICATION

Multiples.
Calendrier à venir



Sûreté du Québec

Vitrine technologique inversée

20 janvier 2022

Description générale de l'organisme

Sûreté du Québec

Mission :

La Sûreté du Québec est vouée au maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique ainsi qu'à la prévention et à la répression du crime. Ses membres assurent la sécurité des personnes et des biens, sauvegardent les droits et les libertés, sont attentifs aux besoins des victimes et collaborent avec la communauté. En tant que police nationale, la Sûreté soutient la communauté policière, coordonne des opérations policières d'envergure, contribue à l'intégrité des institutions étatiques et assure la sécurité des réseaux de transport qui relèvent du Québec. De plus, elle gère un service central de renseignements qu'elle met à la disposition des autres corps de police.

Offre de service :

Gendarmerie, enquêtes, Mesures d'urgence et autres services spécialisés.

Description générale de l'organisme

Sûreté du Québec

Clientèle :

- Citoyens de plus de 1 000 municipalités et territoires
- Usagers des réseaux routier et autoroutier, des sentiers récréotouristiques et des plans d'eau
- 86 MRC et leurs représentants élus
- Services de police municipaux et autochtones du Québec
- Organismes communautaires et à but non lucratif
- Assemblée nationale du Québec et ses représentants
- Ministères et organismes du gouvernement du Québec
- Délégations et bureaux du Québec à l'étranger
- Différents tribunaux du Québec
- Procureurs aux poursuites criminelles et pénales
- Entreprises privées

La Sûreté en quelques chiffres au 31 mars 2021 :

Chiffres	Description
7 999	Employés policiers et civils sur lesquels compte l'organisation pour s'acquitter de sa mission.
151	Années au service de la population du Québec, soit depuis 1870.
1 039	Municipalités et territoires répartis dans 86 municipalités régionales de comté (MRC)
117	Postes principaux, auxiliaires, secondaires et autoroutiers répartis sur tout le territoire québécois qui fournissent les services policiers aux citoyens.
93 719	Nombre de dossiers opérationnels ouverts pour un événement de nature criminelle ou une infraction pénale.
105 414	Kilomètres de routes sur le territoire desservi par la Sûreté

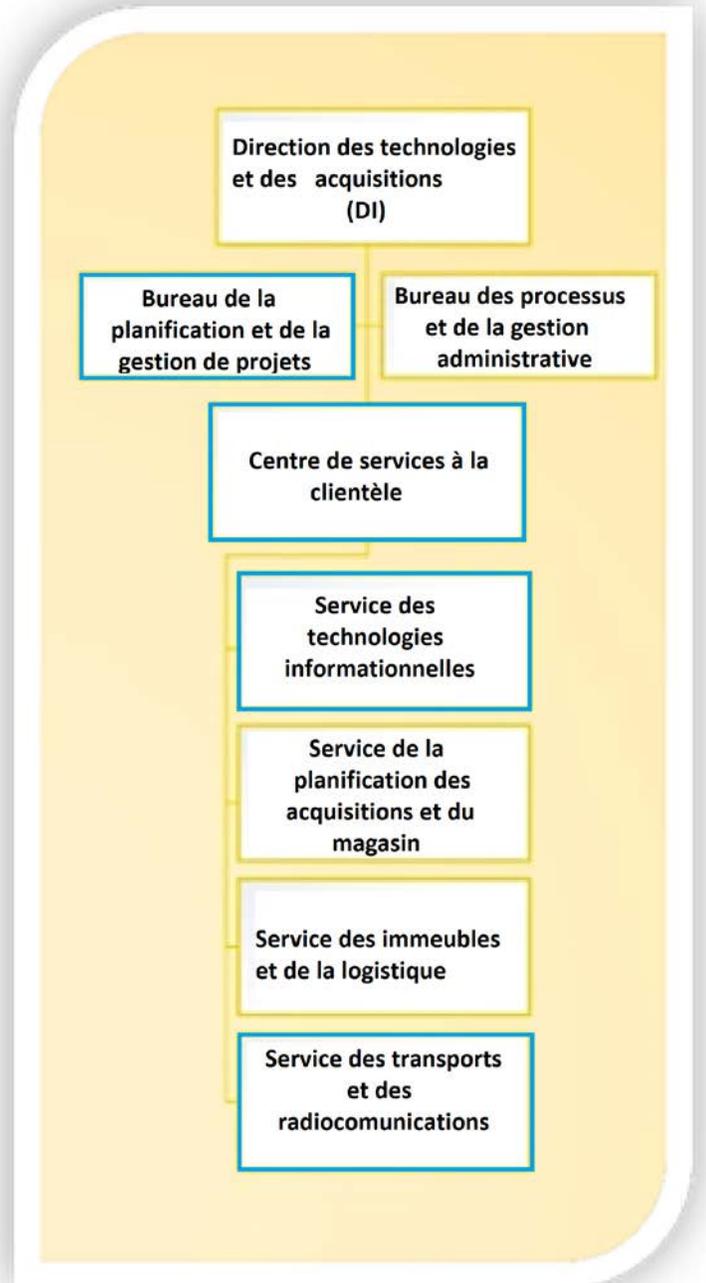
Survol du secteur de la cybersécurité et du numérique

Sûreté du Québec

Direction des technologies et des acquisitions

Les unités touchant l'informatique sont :

- Le Bureau de la planification et de la gestion de projets; incluant l'unité opérationnelle en cyberdéfense
- Le centre de service à la clientèle
- Le Service des technologies informationnelles
- Le Service des transports et des radiocommunications



Principaux projets en cours et à venir

Sûreté du Québec

Système de gestion des apprentissages

Situation actuelle :

La Sûreté du Québec souhaite que la formation de son personnel soit orientée davantage vers la formation en ligne. Des logiciels auteurs permettent la création de formation, mais pas sa diffusion ni son suivi.

Besoin :

Une solution de gestion de l'apprentissage (SGA) en mode infonuagique (Software as a Service - SaaS) dédié à la Sûreté et clé en main.

Principaux projets en cours et à venir

Sûreté du Québec

Système de gestion des apprentissages

Besoin :

1. La solution de gestion de l'apprentissage ainsi que l'hébergement en mode infonuagique (SaaS), accessible via un navigateur Web, de type « clé en main ».
2. L'installation et désinstallation d'un environnement d'essais, à la demande de la Sûreté;
3. L'implantation, la configuration, paramétrage et personnalisation;
4. La mise en place d'un mécanisme automatisé et de conversion de données pour effectuer quotidiennement le transfert des données entre le système intégré de gestion des processus en ressources humaines (SYINGE) de la Sûreté et le nouveau SGA
5. La formation sur l'utilisation de la nouvelle solution en élaborant des formations structurées de contenu spécifique, en français
6. La formation et l'accompagnement post-implantation;
7. La transition à la sortie.

Chiffres	Description
6500	Utilisateurs formés par années
3 (ou plus)	Durée du contrat en années

Principaux projets en cours et à venir

Sûreté du Québec

Remplacement solution d'identification et d'authentification à deux facteurs (IA2F)

Situation actuelle :

La SQ est le seul organisme à demander une connexion à deux facteurs pour l'ensemble de son réseau.

Mise en place de l'authentification à deux facteurs en 2011 en raison d'une exigence du Canadian Police Information Centre (CPIC). Le CPIC exige que tous les corps de police pouvant consulter la banque de données fédérale d'information policière possèdent une authentification à deux facteurs.

2013 débuts du déploiement des authentifications à deux facteurs pour l'ensemble des employés.

La SQ utilise présentement une carte à puce (jeton IA2F) avec un certificat numérique déverrouiller par un mot de passe.

Besoin :

Remplacement de la solution d'authentification à deux facteurs utilisée présentement. La SQ est donc à la recherche d'une nouvelle solution IA2F pour l'ensemble des effectifs.

Principaux projets en cours et à venir

Sûreté du Québec

Salle d'interrogatoire vidéo

Contexte :

La Sûreté du Québec dispose actuellement de salles d'interrogatoires vidéo, de salles de type C-15 ainsi que de kits portatifs(valises) répartis sur l'ensemble de son territoire.

Problématique et enjeux :

Le portrait actuel démontre que les équipements techniques sont désuets.

Les pièces de remplacement sont discontinuées et l'aménagement de certaines salles n'est pas optimal pour la conduite des interrogatoires vidéo plus complexes.

La preuve doit être gravée sur des supports DVD, méthode qui est en voie de disparition avec le projet de modernisation du ministère de la Justice.

Principaux projets en cours et à venir

Sûreté du Québec

Salle d'interrogatoire vidéo

Besoin :

Enregistrement vidéo avec stockage en infonuagique avec 2 dispositifs de conservation distincts

- Le recours à des bases de sauvegarde distinctes pour deux catégories de données (confidentialité 1-2 et confidentialité 3-4); permettre la sauvegarde de la preuve sur des supports physiques.
- Un mécanisme de conservation centralisée et sécuritaire des enregistrements vidéo, et qui permettra le contrôle des accès de tous les intervenants autorisés à consulter les enregistrements.
- Acquisition des valises d'interrogatoire vidéo (VIV) portatives , utilisées lorsque les personnes à interroger ne peuvent se rendre à un poste de la Sûreté .
- En attendant la mise en place de l'infrastructure infonuagique gouvernementale, la solution informatique sera installée temporairement dans les infrastructures de la Sûreté.



Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Vitrine technologique inversée

20 janvier 2022

Votre 
gouvernement

Québec 

Principaux projets en cours et à venir

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

SGR7 – Paie*

Objectif : La phase SGR7 de SAGIR vise à la mise en place de fonctionnalités de calcul et de production de la paie pour l'ensemble des employés de la fonction publique québécoise ainsi que le personnel de la Sûreté du Québec assujetti à la Loi sur la police. Ce système permet de gérer les informations sur les ressources humaines et leur rémunération. La phase SGR7 prévoit le remplacement du Système automatisé de gestion des informations sur le personnel (SAGIP) qui est en service depuis 1981.

Sept appels d'offres seront publiés afin de procéder à la réalisation de SGR7 (intégration de la solution, essais et essais automatisés, gestion du changement – travaux MCN, pilotage SAGIR et SAGIP, activités de rémunération, gestion de projet, encadrement architecture et assurance qualité).

Délais : Publication au printemps 2022 / Exécution de 2022-2027.

Principaux projets en cours et à venir

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Solution gouvernementale d'évaluation des talents (SGET)*

Objectif : La Solution gouvernementale d'évaluation des talents (SGET) découle de la modification de la Loi sur la fonction publique adoptée en avril 2021 qui propose un nouveau processus de dotation pour les employés de l'État.

L'appel d'offres vise à doter le gouvernement d'une solution infonuagique qui permettra de soutenir les processus visant à pourvoir les emplois offerts au sein de la Fonction publique québécoise.

Délais : Publication à l'été 2022 / Exécution en 2022-2023.

Transformation numérique des services administratifs du réseau scolaire (TNSA1)

Objectif : Ce projet vise à doter les Centres de services scolaires et les commissions scolaires (CSS/CS) d'une solution commune basée sur la solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR). La première étape consiste à réaliser le dossier d'affaires permettant d'évaluer les coûts et les stratégies requises pour implanter SAGIR dans les CSS/CS.

Un appel d'offres en services professionnels est requis pour soutenir la réalisation du dossier d'affaires (DA).

Délais : Publication à l'hiver 2022 pour le DA, dont la réalisation est prévue sur 24 mois.

Principaux projets en cours et à venir

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Service québécois d'identité numérique (SQIN)

Objectif : Le programme SQIN vise à constituer une fondation technologique innovante propulsant le citoyen dans l'ère du numérique en lui procurant une identité numérique de confiance ainsi qu'en lui simplifiant l'accès aux services gouvernementaux.

Des appels d'offres en services professionnels seront requis pour la réalisation des travaux technologiques et d'affaires dans le cadre du projet 1 « Accès bonifié aux prestations électroniques de services Citoyens » et du projet 2 « Identité numérique citoyenne ».

Délais : Publication en janvier 2022 (durée de 3 ans).

Service de communications IP centralisées (CIC)

Objectif : Ce service permet de doter les organismes publics (OP) d'un service centralisé de téléphonie et de collaboration sur IP en mode infonuagique.

Des appels d'offres seront requis :

- À court terme pour des services professionnels afin de soutenir la migration de la clientèle au service CIC devenu obligatoire en raison du décret 530-2021
- À moyen terme pour des besoins en fournisseurs ToIP en infonuagique et responsables de migration de la clientèle pour répondre au service obligatoire.

Délais : Publication à l'été 2022 pour les services professionnels (durée de 3 ans) et à l'automne 2022 pour les besoins en fournisseurs ToIP en infonuagique (durée de 5 ans).

Principaux projets en cours et à venir

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Programme de consolidation des centres de traitement informatique (CCTI)

Objectif : Le Programme CCTI s'inscrit dans une vague mondiale de transformation numérique et d'optimisation de centres de données gouvernementaux prenant le virage de l'infonuagique à des fins d'efficacité et de sécurité. La stratégie de réalisation des migrations prévoit que chaque OP évalue l'état de ses actifs par une revue diligente et répertorie l'information requise pour évaluer les charges de traitement et de stockage à transférer prioritairement dans le nuage externe. Les charges restantes bénéficieront du modèle d'infonuagique privé, le « nuage gouvernemental » ainsi que du service d'hébergement d'équipements informatiques, offerts par le MCN.

Des appels d'offres seront requis :

- Pour des services professionnels en lien avec l'architecture et le soutien à la gestion (Publication visée pour juin 2022).
- Pour des services professionnels en lien avec l'architecture réseau, architecture de système orientée vers le volet applicatif et architecture technologique avec expertise en infonuagique (Publication visée pour février 2022).
- Pour des acquisitions de biens en lien avec les outils de gouvernance (publication visée pour mars 2022 – durée de 3 ans).

Principaux projets en cours et à venir

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique



Réseau gouvernemental de télécommunication (RGT)

Objectif : Le RGT remplacera graduellement le Réseau intégré de télécommunication multimédia (RITM) et vise à offrir une gamme de services de pointe en matière de télécommunication.

Appel d'offres requis pour des services professionnels en architecture technologique, chargés de projets et spécialistes en organisation du travail, de façon à soutenir la préparation à la mise en œuvre, la mise en œuvre et la migration de la clientèle au RGT.

Délais : Publication visée pour avril 2022 (durée de 3 ans).

Principaux projets en cours et à venir

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Projets de développement en systèmes de soutien commun

Objectif : Ces projets visent la mise en place de diverses solutions communes pour la communauté gouvernementale.

Des appels d'offres seront requis :

- Pour des solutions SAAS en soutien à la transformation numérique du gouvernement :
 - services de reprographie et messagerie en soutien au SEAO : publication visée à l'hiver 2022;
 - outil de rétroaction et commentaires en mode infonuagique : publication visée à l'été 2022;
 - signature automatisée pour la messagerie en infonuagique : publication visée en septembre 2022.
- Pour des services-conseils et travaux de réalisation en intégration de nouveaux clients (architecture technologique, architecture bureautique, architecture d'intégration, gestion des systèmes d'exploitation de solutions Windows et Linux, gestion des réseaux, architecture technologique en connectivité, gestion du changement) : publication prévue pour janvier 2022 (durée de 3 ans).
- Pour des services professionnels en conception et développement de systèmes de soutien commun (architecture logicielle, analyste fonctionnel et développeur) : publication prévue à l'automne 2022 (durée de 3 ans).
- Pour des services professionnels afin de permettre le déploiement du service gestion des postes de travail et collaboration Teams en lien avec le décret des services obligatoires (expertise M365) : publication prévue à l'automne 2022 (durée de 3 ans).

Principaux projets en cours et à venir

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Courtier en infonuagique

Objectif : Le courtier en infonuagique élabore un catalogue d'offres infonuagiques destinées à répondre aux besoins des ministères et organismes.

Le prochain appel d'intérêt viserait à qualifier de nouvelles catégories d'outils de sécurité en mode SaaS.

Délais : Publication visée pour le printemps/été 2022.